

Inondations au Burundi, le refus des habitants d'évacuer

Deutsche Welle, 08/05/2024 Un bras de fer s'est engagé entre les populations menacées par la montée des eaux, qui refusent de partir, et le gouvernement qui a décidé de les évacuer. Au moins 203.000 personnes ont dû fuir leurs foyers depuis septembre 2023, à la suite de la montée des eaux du lac Tanganyika et de la rivière Rusizi.

La situation a poussé le gouvernement burundais à alerter la communauté internationale. Il faut mobiliser d'importantes ressources pour venir en aide aux personnes sinistrées. Montée des eaux à Gatumba À Gatumba, sur les bords du lac Tanganyika, l'eau est montée dans cette commune proche de Bujumbura jusqu'à environ un mètre, en dessous des fenêtres des maisons. "Nous sommes sans abri ; certains passent la nuit dans les branches d'arbres. Vous voyez qu'il ne reste plus rien dans la maison, la plupart des biens ont été noyés : les habits, les ustensiles de cuisine ont été emportés, même les maisons sont sans support", a déclaré Raphaël Vyizigiro, 75 ans, l'entrée de la hutte où il a trouvé refuge après que sa maison a été inondée. "Ça fait exactement cinq ans que nous vivons dans cette situation. Mais cette fois, c'est du jamais vu. Ce qu'il faut, c'est construire une digue de protection pour que nous puissions vivre. Il faut qu'ils nous sauvent en construisant une digue, plutôt que de nous assister en vivres", a déclaré Immaculée Kayabaga, 67 ans, qui habite la zone inondée depuis son enfance. Des promesses non tenues Eriger une digue le long de la rivière Rusizi, c'est la promesse du gouvernement depuis deux ans. Pour l'instant, rien n'est fait. "Qu'ils trouvent des experts pour nous construire une digue pour que ce soit une solution durable. S'ils nous localisent, les prochains occupants auront les mêmes difficultés", a demandé Michel, pour qui partir n'est pas la solution. Michel et ses voisins refusent d'évacuer la zone. Pourtant, la zone est déclarée inhabitable depuis septembre 2023. Les occupants doivent donc être localisés et le processus est lancé. Anicet Nibaruta, président de la Plateforme nationale de prévention des risques et de gestion des catastrophes. "Nous conseillons aux populations affectées de quitter les lieux. Ces habitants de Gatumba ont presque tous été assistés. Nous avons donné des frais de loyer pour trois mois à 1.916 ménages locataires, nous avons assisté beaucoup de propriétaires de maisons détruites. Ces gens ne devraient plus être à Gatumba". Les soutiens aux déplacements se poursuivent. Mais la construction d'une digue, annulée au profit de la localisation des occupants, est au centre du bras de fer engagé entre le gouvernement et les sinistrés. Car la plupart des habitants souhaitent qu'on leur vienne en aide, afin qu'ils puissent rester pour pratiquer la pêche, l'agriculture et le commerce, les principales activités de la localité.